Utrecht University Library
Partner in Science
Universiteit Utrecht

Le retour de l'Empire

https://hdl.handle.net/1874/282512

LE RETOUR DE L'EMPIRE.

2.

LE RETOUR DE L'EMPIRE

PAR

MAYER,

Auteur de l'Histoire du 2 Décembre.

BRUXELLES,

A. LÉON LÉVÈQUE ET Co.

RUE NOTRE DAME AUX NEIGES, 26.

1853.

LE RETOUR DE L'ENFANT

PAR

M. AYNÈS,

Auteur de l'Histoire de S. Dominique.

BRUXELLES,
A. LEBÈGUE ET Cie,
1853.

Préliminaires indispensables. — L'Europe et la France également intéressées à l'Empire. — Prédictions anciennes réalisées. — Souvenirs frappants du 10 mai dernier. — Rapprochements. — Comment finissent les républiques. — Coup d'œil sur la presse. — Les impérialistes du lendemain et les plagiaires du peuple. — Qui a fait l'Empire? — La Foi des paysans. — Le Voyage de l'Empereur. — Leçons aux partis. — Conseils à la presse. — Que va devenir le suffrage universel? — Pourquoi l'Empire est légitime et providentiel. — Droits et Mission du nouvel Empereur. — Sa descendance historique. — Ce qu'il a fait depuis le 2 Décembre. — La Fin des partis. — République, Orléanisme, Légitimité. — La Justice de Dieu et les Enseignements de l'histoire. — Les Républicains en Europe; les Pamphléaires de l'exil. — Rappel des Proscrits. — Rentrée dans Paris — Paris réconcilié. — Le Discours de Bordeaux. — Ce que sera le nouvel Empire.

16 Octobre 1852.

— Aut Cæsar, aut nihil. —

Ces lignes ne sont ni une prophétie, — car on ne prédit pas ce qui existe; — ni une discussion, car on ne conteste pas le jour en plein midi; — ni un appel à qui ou à quoi que ce soit, — car on n'a rien à demander au consentement unanime; — ni un plaidoyer, — car il n'y a pas plus d'adversaires à confondre que de tribunal apte à connaître de la cause; — ni une justification enfin, — car la vérité, comme Dieu, se prouve en s'affirmant.

C'est une action de grâces, rien de plus, rien de moins. De si bas qu'elle parte, à quelque faible écho qu'elle arrive, qu'elle réponde au sentiment de tous ou qu'elle se perde dans la tempête de l'acclamation universelle, qu'importe? La plume de l'écrivain n'est, aux grandes heures de l'histoire, que ce qu'était aux siècles antiques la lyre du

poëte et aux temps des croisades la parole du prêcheur: un instrument de l'opinion, un reflet de la foule, un rouage du mécanisme social, toutes choses qui n'ont ni la volonté de l'action, ni le choix de l'heure, ni la liberté de la résistance, car elles ne savent, ne doivent et ne peuvent qu'obéir. Jadis, la voix de Dieu «clamait dans le désert», parce que ce n'était pas encore la voix du peuple; aujourd'hui la voix du peuple bénit dans la foule, parce que c'est déjà la voix de Dieu.

Qu'on dise donc de ces pages tout le bien ou tout le mal qu'on en voudra dire; nous ne les aurions pas plus écrites si on nous les eût demandées, que nous ne les eussions cachées si on les eût interdites, parce que devant le cri de la conscience on n'est pas plus libre de parler que de se taire. Qu'on les accuse d'être serviles ou qu'on les loue d'être franches, que le pouvoir les accueille ou les renie, nous nous en soucions peu. Cette plume que nous tenons est-elle, comme penseront les niais, une plume vendue, ou, comme notre vie l'atteste, une plume indépendante? Nous ne pourrions le dire. Tout ce que nous savons, c'est qu'en ce moment c'est une plume obéissante, et qu'elle sert un maître qui s'appelle tout le monde.

Et non pas seulement tout le monde en France, mais en Allemagne, en Angleterre, en Italie, en Russie, en Amérique; tout le monde; c'est-à-dire

l'univers politique, l'univers moral, l'univers chrétien. L'irrésistible vœu, l'ardente passion, la soif dévorante de l'Empire, qui tient, comme dit le poëte latin, nos populations inhiantes et béantes, n'est plus à cette heure une affection particulière à la France; c'est l'état chronique même de l'Europe et du monde. Il y a plus: la France, à tout prendre, et nous le prouverons tout à l'heure, n'a plus à désirer l'Empire, elle l'a, elle le possède, elle en jouit dans toute sa plénitude, — innommée encore et indécrétée, il est vrai, — mais réelle, patente, irrécusable, plus lumineuse que la lumière. Entendez-la crier, de Paris à Strasbourg, de Lyon à Marseille, de Toulon à Lille; que répète-t-elle partout où il y a trois hommes réunis au nom de Louis-Napoléon, qu'affiche-t-elle partout où il y a une muraille, qu'arbore-t-elle aux peupliers de ses routes, aux clochers de ses églises, aux bannières de ses communes accourues pour bénir celui qui vient au nom du Seigneur? Est-ce: «Sois Empereur?» Non. C'est «Vive l'Empereur!» qu'elle crie. L'Empereur? Il existe donc, il y a donc, là, devant ces paysans ivres de foi, au milieu de cette armée prête à sceller cette foi de son sang, en face de ce peuple qui voit et qui affirme, un Empereur de Chair et d'os à qui le pays souhaite qu'il vive, qu'il vive parce qu'il est son Empereur, et qui l'est en effet puisqu'il vit. Vive donc l'Em-

pereur! Ce qui n'est pas ne vit pas, et notre cri ne veut pas dire autre chose.

Douter de l'Empire parmi nous, c'est folie (s'il lui manque encore quelque chose, nous y reviendrons); mais constater que l'Europe le désire autant que nous l'avons désiré, c'est devoir. Le jour où le neveu de César aura changé son nom d'Octave pour le nom d'Auguste, son chapeau de plumes pour une couronne d'or et son altesse pour une majesté, il aura fait autant pour ses frères les souverains que pour nous-mêmes. Perpétuer l'autorité dans notre pays, c'est la sanctifier dans les autres. Malade encore du typhus démocratique, pour parler comme les Allemands, l'Europe a besoin de cette suprême et définitive convalescence, — la stabilité en France. Les deux votes du 10 décembre 1848 et du 20 Décembre 1851 ont été les étapes successives de son retour à la paix et à l'ordre; l'Empire proclamé en décembre 1852 lui apparaît déja comme la halte finale des révolutions nées de notre exemple républicain.

Il y a cinq mois, nous écrivions ce qu'on va lire, sous le titre: *l'Empire et l'Europe :*

«Reparlons de l'Empire, et pour ménager la sensibilité de nos adversaires; ayons la charité de n'en parler encore que comme d'une hypothèse, bien qu'à nos yeux, comme à ceux de toute l'Europe, jamais réalité n'ait eu forme plus palpable, couleur plus accusée et vitalité plus puissante.

«Ils disent donc, en termes peut-être un peu moins exacts que les nôtres, que la proclamation de l'Empire aurait pour corollaire immédiat une déclaration de guerre de toutes les puissances du Nord à la France; — que, le principe de la légitimité monarchique devant tôt ou tard nous être rendu par une coalition nouvelle des rois au dehors et des partis à l'intérieur, l'Empire se trouverait instantanément acculé entre une invasion et une guerre civile, entre une Campagne de France et une Vendée, entre Blucher et Cadoudal accourus, l'un à la tête des Prussiens et des Russes pour faire respecter les traités de 1815, l'autre à la queue des paysans de la Bretagne et des boutiquiers de l'Ile-de-France, pour rouvrir les Tuileries aux deux irréconciliables dynasties, provisoirement réconciliées; — que le socialisme alors et la démagogie, maîtres du territoire que ne défendrait plus l'armée, tenteraient une revanche

de 1851 qui les a tués, et de 1852 qu'on leur a tué; — que l'Angleterre s'emparerait de l'Algérie, ce qui ne serait qu'une représaille de l'envahissement de la Belgique; — que les républicains d'Italie ne manqueraient pas d'égorger quelque peu nos soldats restés là-bas pour défendre la catholicité dans son chef; — que le Piémont deviendrait autrichien, la Suisse prussienne, l'Égypte anglaise et la Turquie russe, — que S. M. M. de Chambord à Paris, ce serait en même temps LL. MM. messieurs de Montemolin à Madrid et Miguel de Bragance à Lisbonne; — qu'il faudrait enfin refaire la carte d'Europe, amoindrir nos frontières, perdre notre marine, payer le sucre six francs la livre, rétablir la conscription forcée, les garnisaires, les réquisitions de lycéens, les quarante-cinq centimes du sang et de la chair, atteler les femmes à la charrue, et «quand la pauvre Champagne,» comme dit le poëte de la bourgeoisie, «serait en proie aux étrangers,» savourer cette douleur — (Ineffable pour des gardes nationaux qui ont fait 1830 et 1848!) de revoir les habits rouges au Palais-Royal, et de s'enrichir, comme en 1815, avec l'or des officiers cosaques!

«Etc., etc. Car ce n'est pas là la vingtième partie des énormités qui ont cours à l'heure actuelle, — que nous ne discuterons pas, par respect pour nos lecteurs et pour nous-mêmes, mais

dont nous devons au moins mentionner un faible échantillon, pour montrer à quel idéal de bêtise peut atteindre le bourgeoisisme, quand certains hommes qui le connaissent et le manient s'amusent à le griser du double vertige de la peur et de l'esprit de parti. Des esprits chagrins pourraient bien le prendre beaucoup plus au sérieux que nous, et prétendre que ces bruits et ces craintes sont encore plus impies que stupides, qu'il y a dans les rangs de ceux qui les colportent autant de mauvais citoyens que de bavards ignorants; mais ceci est une appréciation individuelle, qui nous mènerait loin et que, pour notre compte, nous n'acceptons pas avec cette rigueur. Nos mœurs répugnent à ces monstruosités renouvelées des réactions sanglantes de 93, de 1815 et de 1848; l'opposition, depuis le bienheureux jour qui lui a enlevé sa tribune et sa presse, est descendue des manifestations aux commérages, des barricades au coin du feu, des coups de fusil aux coups de langue; et franchement, les papotages de la boutique, les conspirailleries de quelques salons, les médisances de l'estaminet et de la rue valent-ils qu'on les combatte ou qu'on les pèse?

« Ce serait misérable, et ce serait inutile. Apprendre à des écoliers en cheveux gris la géographie intellectuelle, historique et morale de leur pays nous semble aussi difficile que de convaincre

un orléaniste systématique du néant des Chartes bâclées, ou un républicain de la veille de la méchanceté des Constitutions discutées : tous deux en savent là-dessus autant et plus que nous-mêmes ; mais les partis ne sont sourds que parce qu'ils ne veulent pas entendre. Dire aux colporteurs de fausses nouvelles, aux poltrons de toutes les nuances, aux déserteurs de tous les drapeaux, que non seulement l'Europe laissera faire, mais qu'elle sera enchantée de voir faire l'Empire ; qu'elle y a intérêt plus que la France encore peut-être ; qu'elle le désire aussi ardemment que nous, qu'elle l'invoque, qu'elle l'implore ; que le monde diplomatique, si calme d'habitude et si maître de tout ce qui l'entoure, est la proie, à l'heure qu'il est, d'une agitation fébrile et prophétique ; que la société civilisée tout entière, depuis le souverain pasteur d'hommes jusqu'au dernier paysan pasteur de brebis, depuis le prêtre jusqu'au soldat, depuis le penseur jusqu'au manœuvre, se tourmente et s'inquiète du retard apporté à l'enfantement de cette dernière genèse du suffrage universel ; — dire cela, mais qu'est-ce donc dire, sinon la plus banale des vérités et la plus vulgaire des constatations ? Quoi ! l'Europe s'armerait, si Napoléon III était proclamé empereur ? Allons donc ! Mais c'est pour en être plus sûre, c'est pour que le fait soit mieux constaté pour elle que chaque

puissance d'outre-Rhin envoie à la revue du 10 mai ses généraux, ses délégués et ses voyageurs! Ignorants que nous sommes de ne pas mieux connaître, — ingrats que nous sommes de ne pas mieux aimer notre France! N'est-elle donc plus pour nous l'esprit, le coeur, l'âme de l'Europe? Quelque impérieux que soient ses désirs, quelque incroyable que soit sa volonté, quelque immenses que soient ses actes, ce qu'elle désire l'Europe le demande, ce qu'elle veut l'Europe l'exécute, ce qu'elle accomplit l'Europe l'accepte à genoux. Dieu seul peut dire ce qu'il adviendra de l'Empire; mais au cri de: Vive l'Empereur! poussé de Paris, savez-vous quel cri répondra du Bosphore au Tage, de la Vistule à l'Ebre, de la Tamise au Tibre?

«Le cri de cent millions d'hommes, d'un pape, de deux empereurs, d'un sultan, de vingt rois, de cent princes: «Gloire à celui qui nous a sauvés!» Et ce ne sera que justice; car ces chefs d'empires et de royaumes qui, après la méprisable révolution de février, respectèrent assez la France pour ne pas même élever la voix contre le honteux gouvernement qu'elle s'était donné; ces peuples qui nous regardent et qui nous aiment, parce qu'ils savent que nous leur donnons tout ce qui les élève, les instruit, les éclaire et les rend meilleurs; cette Europe régénérée par le réveil de l'ordre et sau-

vée par le 2 décembre, attendent de Dieu ce couronnement suprême de la seule efficace, de la seule légitime, de la seule sainte, de la dernière des révolutions: l'EMPIRE.»

Nous avions, dans un journal, oublié comme le passage que nous venons de transcrire, essayé de répondre ainsi à des appréhensions aujourd'hui disparues. Quelques jours auparavant, à l'approche de la fameuse revue du 10 mai, où furent distribuées les aigles à l'armée, les mêmes craintes conçues nous avaient conseillé les phrases suivantes, que nous demanderions pardon de rappeler, si elles ne montraient quel chemin prodigieux la question de l'Empire a fait depuis le mois de mai dernier:

«C'est dans douze jours, le 10 mai; date, soit dit en passant, où, aux termes de cette pauvre Constitution de 1848, devaient expirer les pouvoirs présidentiels de Louis-Napoleon, que l'armée tout entière va recevoir des mains de son chef, qui est aussi le chef de l'Etat, les aigles qui doivent symboliser son dévouement, raviver ses traditions d'honneur et de gloire et sanctifier sa mission de vaillance et de salut public. Si ce jour, qui

doit être grand parmi les plus grands jours de notre histoire, est salué d'avance par bien des espérances ardentes, il est entrevu aussi par plus d'une appréhension poignante. Nous voulons, dans notre franchise, apprécier ces aspirations et ces craintes.

« Que dit, à l'heure qu'il est, toute l'Europe? Que les acclamations de l'armée introniseront, le 10 mai, un nouveau César; que les faisceaux et le pavois consulaires s'appelleront désormais sceptre et trône; que la couronne civique, diamantée au 21 décembre du chiffre de huit millions de suffrages, va se transfigurer en diadème impérial; qu'à l'appellation glorieuse: *Louis-Napoléon, président de la République française*, succédera l'exergue héréditaire: *S. M. Napoléon III, empereur des Français*. Voilà ce qui se dit, et pas autre chose.

« Rien dans cette prestigieuse hypothèse ne nous surprend et ne nous effraie. Il y a longtemps que nous l'avons prédite, décrite, racontée presque littéralement, signée de notre nom et scellée de notre foi. Nous avons donc le droit de la discuter et de lui donner ce qui lui manque encore, la réalité de la vie.

« Si les acclamations de l'armée demandent, proposent et imposent l'Empire, cela ne prouvera qu'une chose, c'est que l'Empire est fait, il y a longtemps déjà. S'il se passe au Champ-

de-Mars des événements tels que Napoléon, troisième du nom, n'ait plus, en rentrant dans son palais, qu'à écrire à l'archevêque de faire préparer Notre-Dame et au pape de venir l'y sacrer, cela ne prouvera qu'une vérité de plus: c'est que l'armée n'a pas inventé l'Empire. Un fait, un fait même aussi considérable que la manifestation d'une armée qui s'appelle l'armée française, en faveur d'une transformation de gouvernement, un fait, répétons-nous, n'est pas une cause, mais une conséquence. Nous savons que beaucoup de bons citoyens désirent l'Empire, que quelques-uns aussi le redoutent; nous savons que les ennemis de l'ordre et de Louis-Napoléon, — ce qui est la même chose, — éprouvent la même crainte, ou, dans un but impie, émettent le même vœu; mais encore une fois, ce ne sera pas la revue du 10 mai qui inaugurera la fin de la république. Elle la confirmera, voilà tout.

« Voyez plutôt. Est-ce que, de bonne foi, il y a encore en France des républicains selon la Constitution-Marrast? Est-ce que, pour nous servir d'une comparaison que nous prions nos lecteurs de nous pardonner, la transformation de la république n'a pas été ébauchée le matin du 2 décembre, taillée en marbre le 21 du même mois, inaugurée et bénie le 1er janvier de cette année, exposée et éternisée aux Tuileries le 29 mars?

Est-ce qu'après ce triple baptême du vote universel, des prières du culte et du serment des grands corps de l'État, la substitution de l'Empire à la république peut être désormais autre chose, nous ne dirons pas qu'une question de forme, mais qu'un simple changement de mots? Est-ce qu'il y a enfin par le monde, à l'instant où nous écrivons, un souverain plus legitime à la fois et plus puissant, un chef d'État plus fort de l'affection et de la confiance de son peuple que Louis-Napoléon, de quelque titre qu'on le pare ou sous quelque formule qu'on l'invoque?

« Il n'y a que les demi-gouvernements qui s'accommodent d'une demi-autorité ou d'une demi-liberté, comme il n'y a que les natures incomplètes qui vivent de petites émotions et de petits intérêts. Nous n'en sommes pas là, Dieu merci! La liberté politique a fait son temps chez nous; l'autorité, l'autorité seule règne, gouverne, veut, délibère, exécute et commande. Qu'importe alors de quel nom elle s'appelle!

« Si la France a soif de l'Empire, c'est que l'Empire est proche. Si l'Empire ne devait pas être, le peuple ne l'invoquerait pas. Rappelons-nous le discours du 29 mars, dont le sens, la portée et le but se résument littéralement en ceci : « Trois fois « j'ai pû être Empereur et trois fois j'ai refusé de « l'être; quand je voudrai l'être, la France vou-

«dra que je le sois.» Pour tenir ce haut et ferme langage, il faut avoir ce que le Prince-Président, seul peut-être en France, possède à un degré si éminent, la foi, — cette foi qui transporte les montagnes, a dit le Christ, et qui, le jour où elle n'aura qu'à souffler sur un grain de sable, s'inquiétera fort peu s'il s'appelle république ou monarchie.

«Laisons venir et allons à la revue du 10 mai, comme nous allons à toutes les solennités où nous convoque l'homme providentiel que nous avons élu. Dieu est avec lui, il n'y a que les athées politiques qui en doutent. Les peuples, a dit de Maistre, ont toujours le gouvernement qu'ils méritent. Si nous ne valons que la république, gardons la république; mais si nous sommes dignes de l'Empire, l'empire est fait. Laissons donc venir.»

La revue eut lieu. De quelle façon sublime elle répondit aux appréhensions et à la mauvaise foi des partis, c'est ce qu'il n'est pas besoin de rappeler. Le lendemain de cette journée épique, nous écrivions encore:

«Une vieille légende polonaise raconte que Thaddée Kosciusko voyant un jour passer quel-

ques bataillons de l'armée russe, se tourna silencieusement vers les amis qui l'entouraient, et, le bras tendu, le visage baigné de larmes, laissa tomber cette parole dont l'histoire a fait une de ses leçons: « *Finis Poloniæ.* » — Voici la fin de la Pologne.

« Cette prophétie d'un grand homme, les républicains qui étaient hier au Champ-de-Mars, — nous parlons des hommes de foi et de patriotisme que compte encore ce parti, — ont pu la répéter et l'accentuer de larmes. Et ce que disait Kosciusko de la Pologne, vivante encore et riche de toutes les ressources du courage, de l'intelligence et de la jeunesse de ses héroïques enfants, comment les républicains ne le diraient-ils pas aujourd'hui de leur république, orpheline de ses pères, veuve de ses défenseurs, mourante d'épuisement et d'excès, abandonnée de tout ce qui fut son esprit et sa vie, en face, — non pas, comme Kosciusko, de quelque poignée d'adversaires inintelligents, — mais d'une armée tout entière, rayonnante de gloire, d'enthousiasme et d'ardeur, et d'une population personnifiée par tout ce que la France a d'illustre, de viril, de capable?

« — Donc, — et nous ne le disons qu'après eux, — voici la fin de la république, si par république il faut entendre tout ce qui est la démocratie au gouvernement et la liberté dans la nation.

et tout ce qui n'est pas l'unité dans l'autorité, la puissance exécutive absolue dans les mains d'un seul homme, le droit et la loi au sommet de la société, l'ordre omnipotent et la force obéissante. Il n'y a pas plus à cette heure de liberté populaire que de démocratie souveraine; est-ce la république? Il n'y a plus qu'une volonté, qu'une pensée, qu'une action, qu'un pouvoir, — de quelque nom qu'on l'appelle, — investi de l'autorité la plus large dont l'histoire fasse mention, choisi, acclamé et sacré par huit millions de suffrages sur dix, à qui tout un peuple a dit: « Règne et gouverne, pro-« pose et dispose, pense pour moi et fais de moi « tout ce qu'il te conviendra de penser et de faire; « émanant de toi, toute pensée sera obéie, tout « acte sera béni, toute audace sera légitime. » Est-ce encore la république?

« Nous en prenons à témoin les quatre cent mille spectateurs de la journée d'hier. Les cris furieux de: Vive l'Empereur! qu'ils ont pu constater comme nous, étaient-ils un acte de foi envers la république de 1848, et un hommage à cette Constitution aux termes de laquelle expiraient, précisément à la même heure, les pouvoirs présidentiels de l'Homme à qui son peuple et son armée faisaient une telle ovation et exprimaient un tel amour? N'était-ce pas plutôt parce qu'il les avait sauvés de la république et de tout ce que cette

république avait préparé, prédit et accumulé pour cette date néfaste d'anarchie, d'attentats et d'horreurs de toute sorte, qu'ils le saluaient, à la façon des Romains antiques, du titre de libérateur et du nom de César?

« Quoi! nous sommes une république démocratique, et voilà un homme, — un simple et fragile roseau, comme dit Pindare, — qui convoque l'armée de la France, le clergé de la France, la magistrature, l'administration, le sénat, la chambre délibérante, toutes les aristocraties de nom, de richesse ou de génie, la diplomatie de l'univers, les chefs militaires de toutes les puissances d'Europe, et qui les fait assister — à quoi, ô démocratie?

« A la distribution des drapeaux qu'il livre à cette armée comme un gage de dévouement, d'obéissance, d'honneur et de discipline, drapeaux dont l'inscription indique bien que c'est lui qui les donne, dont la hampe est surmontée de l'emblème héréditaire qu'il a restitué à la France, et dont la remise a pour prélude un serment de fidélité s'exhalant de cent mille poitrines guerrières, pour épilogue la bénédiction de Dieu descendant d'un autel à la voix d'un archevêque et de huit cents prêtres. L'Empire seul avait fait cela; et, malgré son rayonnement de victoires, ne l'avait pas fait si complet et si beau. Mais l'Empire était

l'Empire, disent les fanatiques de l'égalité formaliste, et nous sommes en république.

« Hé bien! soit; concédons le mot. Disons, comme on le disait dans un journal, que l'enthousiasme épique du Champ-de-Mars n'était qu'une banalité sublime, inhérente à l'amour de ce peuple pour tout ce qui est la poudre et l'uniforme; que: Vive l'Empereur! signifiait: Vive la gloire, vive le passé, vivent les morts! et consentons à ne voir dans la fête des Aigles qu'une fête, — et rien de plus. Mais où serait encore la république! où s'est réfugiée son ombre, à défaut de sa réalité? A l'exception de l'exergue des monnaies, qu'on n'a pas encore eu le temps de changer, quelle institution, quelle loi, quel usage, quelle formule, quelle pauvre étiquette en a conservé la trace? Est-elle au Sénat ou au Corps Législatif, au Conseil d'État ou à la Cour des comptes? Est-elle à l'Élysée, aux Tuileries, au Champ-de-Mars? Est-elle dans la presse, par aventure? Est-elle dans les salons, dans l'exil, dans le présent, dans l'avenir?

« Elle n'est nulle part, ayons la franchise de le dire, et soyons nets comme notre situation: elle n'est plus, elle est morte. Respect à ceux qui l'ont aimée et qui la pleurent, paix aux nobles esprits qui caressent ce rêve, pitié pour les faibles qu'elle égara dans sa voie, désormais disparue! L'Empire, disions-nous il y a quelques jours,

l'Empire est fait, si nous en sommes dignes: la journée d'hier nous a donné raison. L'Empire est fait.

«Soyons ce que nous sommes. Il n'y a plus maintenant qu'une question de forme. Le maître veut prendre son temps et son heure, et laisser au Sénat qu'il a nommé la promulgation du mot dont il a réalisé la chose. C'est son affaire, et non la nôtre; nous ne l'en aimerons ni plus ni moins, et comme il n'en sera ni plus ni moins puissant, plus tôt ou plus tard, hier ou demain, que nous importe? Quand une partie est gagnée, quand on a mis non seulement les enjeux, mais ses adversaires eux-mêmes dans sa poche, on est bien libre de l'annoncer ou de se taire. Ne nous pressons donc pas: tout foi implique et suppose toute patience; c'est Dieu lui-même qui a dit cela.»

Ce qu'un pauvre journal, mort sous cette indifférence publique qui est le châtiment et l'avertissement de la presse, et qui devait le tuer, lui, tout petit et tout neuf, puisque ses confrères, grands de taille et anciens par la date, ne traînent plus

déjà qu'une existence languissante, à peine entretenue par héroïques subtilités littéraires; ce que prédisait ce malheureux morceau de papier se trouve être aujourd'hui une prophétie presque littérale; la vieille presse a fini peu à peu par le reconnaître, elle aussi, et ses écrivains de toute sorte entonnent à présent l'hosanna tardigrade de l'Empire: »Mieux vaut, disent-ils, demain qu'hier, et trop tard que jamais.» C'est le torrent qui les entraîne. Sentant qu'ils vont disparaître comme valeur dans le rayonnement absorbant de la transformation nouvelle, comme existence dans les nécessités d'une consommation qui n'admettra plus de presse discutante, ils courent, sur la trace de l'opinion entraînée, à la quête d'un regain de popularité, et croient être de l'armée active parce qu'ils jouent du clairon à l'arrière-garde. Illusion! L'heure de bien des journaux a sonné, aussi fatale, aussi impitoyable, aussi mortelle que l'heure qui, au 2 Décembre, entendit tinter le glas du *National* et de la *République*. Ceux-là moururent parce qu'ils croyaient en quelque chose qui n'avait plus de vie; ceux-ci mourront parce qu'ils n'ont pas assez cru à ce qui vit maintenant.

On dit: «Mais ils ont rendu d'immenses ser«vices au Prince et à la société; mais ils se sont «jetés, fortune et talent, dans le mouvement anti«parlementaire; mais ils ont aidé au coup d'État

« libérateur qui a rendu la France à elle-même et « Louis-Napoléon à la France. »

Erreur encore. Nous voudrions savoir, d'abord, si, parce qu'un journal défend ce qu'il croit être utile ou agréable à ses abonnés, le pouvoir est tenu à beaucoup de reconnaissance envers une entreprise qui n'avait en vue que son propre intérêt. Nous voudrions savoir aussi si jamais l'homme des huit millions de suffrages s'est senti assez faible pur demander l'appui d'un journal, et a chargé les rédacteurs de cette feuille de venir, pour le pousser à la suprême dictature, en aide à ce pauvre suffrage universel, qui, tout seul, n'eût rien pu faire pour cela, si bien que Louis-Napoléon devrait l'Empire au Peuple d'abord, et à ces messieurs ensuite.

Parlons sérieusement. Les écrivains, sous quelque drapeau qu'ils s'impirent, ont droit, quand leur tâche a été vaillamment remplie et leur bannière noblement portée, au respect, à l'admiration, à la sympathie du pouvoir et du pays. Mais quand je n'ai fait les affaires d'autrui que pour faire les miennes, qu'est-ce que je puis demander de gratitude à autrui?

La presse a vécu, ayons le courage de le dire, nous qui lui devons d'être le très-peu que nous sommes. Et ce ne sera pas une des moindres

attestations de la force inouïe d'un gouvernement qui a pu, dans ce pays travaillé, instruit, amélioré et corrompu à la fois par trente-cinq ans de presse libre, tuer ainsi sans violences, sans confiscations, par la seule force naturelle des choses, une institution qui s'intitulait elle-même le quatrième pouvoir de l'État.

Que dirait-elle, d'ailleurs, qui pût dominer un instant l'intensité de l'acclamation populaire? Qu'apprendrait-elle à cette nation dont les manifestations et le délire enthousiaste accusent la certitude la plus absolue et la notion la plus infinie de l'art de gouverner? Lui apprendra-t-elle ce qu'est et ce que vaut son Elu, ce qu'il a fait et fera pour elle, de quels abimes il l'a sauvée, quelles destinées il lui prépare? Est-ce que le dernier paysan accouru avec ses voisins et ses enfants à la station de chemin de fer où devait passer le Prince, a eu besoin de lire un journal pour aimer jusqu'à l'idolâtrie le neveu et l'héritier de l'Empereur? Est-ce que dans ces devises grossièrement peintes sur les bannières rustiques et les chars des villages de Lorraine et d'Alsace, l'éloquence du cœur et le génie de la foi ne débordaient pas en poésie

bien autrement significative que la prose un peu trop habile qu'on essaie de remorquer à leur suite? « Que ton règne arrive, » disait l'une avec une naïveté presque impie à force de religion. « Nous « avons forgé des armes pour l'Empire, » disait cette autre, et voilà du français, au moins. Et mille autres, sublimes et saints témoignages de simplicité, de dévouement, de fanatisme, de désintéressement surtout. Hier, les mineurs de Saint-Étienne, pauvres abandonnés de la fortune, parias résignés de l'industrie et du devoir, en apprenant qu'il allait passer dans leurs murs, ont cru voir le soleil briller dans la nuit presque éternelle de leurs abîmes, et ils lui ont écrit sur un arc de triomphe fait avec du charbon : « AVE, CAESAR IMPERATOR. » Trouvez donc dans l'histoire moderne quelque chose de comparable.

Braves gens, rudes natures, cœurs d'or comme Dieu les aime, béni soit, pour le Prince et pour vous, celui qui vous a appris que ces trois mots latins voulaient dire : « Salut, César empereur. » Allez, vous êtes payés au centuple; il a pleuré en lisant cette pieuse pensée, lui qu'on dit impénétrable et impassible, et on a saisi des larmes sur

ce visage qui commande si implacablement à ses émotions de ne pas y paraître. Vous êtes payés. Ni les harangues officielles, ni les splendeurs princières, ni les fêtes, ni les fleurs, ni les féeries de l'illumination, ni les pompes de la mise en scène, ni les flamboiements de la magnificence n'eussent arraché et n'arracheront un moment de faiblesse ou de surprise à cette âme maîtresse d'elle-même et de ce qui l'entoure. Savez-vous ce qu'il va chercher d'un bout de la France à l'autre? Du bruit, des revues à passer, des vœux à entendre, des curiosités à satisfaire? Non. Ce qu'il cherche, c'est vous; ce qu'il veut voir, entendre et toucher, c'est l'Empire sorti des entrailles mêmes du peuple d'où est sortie déjà deux fois son élection miraculeuse! Ce qu'il va demander à vos affections robustes et à vos caresses fortifiantes, c'est son dernier baptême de suffrage universel, c'est l'épreuve dernière où il veut se retremper avant de décréter une fois pour toutes la dictature impériale que vous lui avez si obstinément confiée!

Vous n'êtes pas des politiques, vous autres, hommes de labeurs austères, de douleurs ignorées, de sacrifices indiscontinus. Vous n'écririez pas et vous liriez moins encore ces savantes études où tel homme d'esprit et de bonne humeur s'ingénie à prouver que tout ce qui se fait ici-bas n'arriverait pas s'il n'eût conseillé quelque peu le suprême

arbitre de toutes choses. Vous ne soupçonnez guère qu'il y a des gens assez heureux et assez forts pour persuader aux autres que la société ne saurait vivre sans leur haute approbation. Ces grands docteurs, sachez-le, sont capables de chercher, et ils en trouveront, des raisons à votre joie en présence du Prince, des motifs aux transports de votre reconnaissance, des explications aux larmes de vos femmes et de vos enfants, et je ne serais pas surpris qu'ils ne vous prouvassent que leurs phrases imprimées n'ont pas été sans influence sur l'accueil que vous avez fait au neveu de l'empereur.

Dites-leur donc que l'Empire, pour vous, comme pour l'Europe, comme pour eux-mêmes,— car lorsqu'ils dépouillent leur esprit, ce sont les meilleures gens du monde, — dites-leur que l'Empire, c'est la paix, le travail, la religion, la famille, l'honneur de vos enfants, la joie de vos femmes, la sûreté de votre champ, la sainteté de votre foyer, le refuge de votre vieillesse. Dites-leur, comme l'Empereur à son lit de mort, que vous croyez à tout ce que croit votre curé, et que votre curé croit à l'Empire, que son évêque proclame en attendant que le pape vienne le consacrer. Dites-leur que l'Empire,

cette fois, ne prendra pas vos fils à la charrue; car la terre sacrée de la patrie ne sera pas plus envahie par l'étranger que le sol de l'étranger par nous. Il fera mieux, il laissera l'homme au sillon, l'enfant à la mère, le fils au vieillard, et les vieilles haines une fois apaisées, on ne dépeuplera plus les campagnes pour garder les villes. Dites-leur que si pour d'autres l'Empire doit être une source d'honneurs, de vanités, de fortune, vous ne lui demandez, vous, que ce que vous lui avez donné vous-mêmes: beaucoup de foi et beaucoup d'amour. Il vous les doit, au moins; mais il vous les garde aussi. S'il n'avait pas tant de foi, serait-il aussi fort? S'il avait moins de charité, serait-il aussi heureux?

. . . . . .

L'Empereur, son oncle, disait souvent: «Tout «pour le peuple et rien par lui.» Les révolutionnaires n'ayant pas manqué d'exploiter cette parole, il serait bon de ne pas laisser croire au peuple que l'Empire aura quelque chose qui ressemble à cette abominable souveraineté de la foule, que la démocratie de 1848 secouait au-dessus

des masses crédules comme le chiffon rouge du picador.

Pourquoi les journeaux, qui se plaignent si haut des sévérités de la législation nouvelle, n'ouvrent-ils pas au Gouvernement une voie vers l'adoucissement de cette législation, en lui rendant le service d'éclairer spontanément dans le peuple les intelligences que le républicanisme emplit encore de préventions contre l'Empire? Ce serait une noble tâche cependant, et une réhabilitation de la lenteur ou de la timidité qu'on a mise à se laisser dévancer sur cette question, si vitale pourtant, si actuelle et si palpable de l'hérédité impériale, par les conseils-généraux, par les municipalités, par les ouvriers des villes, par le soldat des casernes, par le manœuvre des champs.

Puisque l'Empire est fait et n'attend plus que le décret qui le réglemente, pourquoi la presse, qui doute moins que personne de sa prochaine proclamation, ne prendrait-elle pas les devants autrement qu'en grimpant, comme une écolière derrière la voiture qui a emporté le Prince à travers les populations du Midi?— «Vous allez endosser le manteau, Sire, dirions-nous à sa place. Moi, je vais tendre votre salle du Conseil, garnir le pupitre de vos ministres, noter sur vos tablettes le programme de la séance de demain. Un Empereur, qui ne fait pas la guerre, a du temps à donner à

tout. Je vais raconter à votre Conseil d'État ce qui se passait aux discussions du Code Napoléon; — soumettre à votre archi-trésorier quelques plans susceptibles, sauf erreur, d'amener le dégrèvement de tel impôt, l'amélioration de tel produit, l'abondance de telle denrée, l'ouverture de telle ou telle source de richesse nationale; — entretenir votre grand-maître de l'Université des réformes successives que j'ai rêvées pour l'éducation morale de la jeunesse, l'épuration de la littérature, l'encouragement à donner aux arts, les applications à faire de la science; — proposer à vos ministres des travaux publics et de la marine de nouveaux plans, fussent-ils utopiques, pour l'abaissement des transports par terre et par mer, la construction de nouvelles voies de fer, l'augmentation de nos bateaux à vapeur, de nos canaux, de nos ponts et chaussées, de nos mines et de nos usines; — à votre ministre du commerce indiquer les mille et une imperfections de notre législation douanière (qu'il est, certes, beaucoup plus apte à juger que le ministre des finances, à qui l'Empire, je l'espère bien, enlèvera cette partie de ses attributions), les besoins de nos manufactures, les souffrances et les dangers qui pèsent encore sur les ouvriers de certaines industries, la régularisation des tarifs, la jurisprudence consulaire et celle des prudhommes, la propriété des dessins et mo-

dèles de fabrique ; — que sais-je encore?» — Mais c'est à la presse à faire son choix, et nous parlons là comme si nous étions la presse elle-même.

Les grandes situations sont logiques, et on n'est à la hauteur des événements qu'à la condititon d'accepter tout ce qu'ils imposent. Admettre l'Empire et à côté de lui une presse libre, c'est au-dessous de toute discussion. Ou les journaux adhéreront purement, simplement et publiquement à la forme impériale héréditaire comme au seul gouvernement légitime et possible, et renonceront, non pas à toute participation, — cela ne se suppose même pas, — mais à tout espoir d'une restauration quelconque, républicaine, légitimiste ou orléaniste, ou ils refuseront de se soumettre à cette profession de foi préalable. Dans le premier cas, ils peuvent vivre sans danger, et trouver, dans la multitude des questions dont nous venons de toucher un mot, un aliment constant de publicité et une source incomparable de travaux; dans le second cas, ils disparaissent, soit que le gouvernement les exploite pour son compte après avoir indemnisé leurs propriétaires, ingénieuse

idée qu'a eue M. de Girardin, je crois, soit qu'un décret les supprime une fois pour toutes.

Reste le suffrage universel. Mais l'Empire est héréditaire; le suffrage universel n'a donc plus à nommer le chef de l'État. Voilà sa besogne simplifiée, au moins. Car croire qu'il conservera quelque chose d'offensif dans les élections municipales ou législatives, c'est prendre le Gouvernement pour un de ces enfants maladroits qui se blessent avec leurs propres jouets. A supposer même qu'un peu d'opposition surgirait par ci par là, où serait le mal encore? Les assemblées ont quelquefois besoin de repoussoir, comme les gouvernements de stimulants.

Le suffrage universel, nous l'avons dit ailleurs (1), et notre prédiction s'est vérifiée, a fait son temps et rempli sa tâche. Comme il a parlé dans ses comices, il vient de parler sur la voie publique. De l'état de billet écrit, il est passé à l'état d'acclamation lancée, et les huit millions de bulletins qui ont dit au 20 décembre: *Président pour dix ans*, ne sont plus qu'une fraction des vingt millions de suffrages qui, sur le pas de Louis-Napoléon, ont crié d'un bout de la France à l'autre: «*Empereur héréditaire!*» Il n'y a pas plus à sortir de là qu'il n'y a à chercher dans l'histoire ou dans

(1) *Histoire du 2 Décembre.*

les besoins du pays l'explication et les nécessités de la transformation nouvelle. Si elle était à faire, on comprendrait qu'on en vantât l'adoption ou qu'on en recherchât les causes finales. Mais elle est faite; il n'y a plus qu'à constater et à accepter.

L'Empire n'est pas seulement un principe. C'est une conséquence. Toute sa force est là peut être. Conséquence, bien entendu, matérielle autant que morale.

Oui, conséquence d'une somme incalculable de bien fait à la France, en moins d'une année, et qui dépasse, et de beaucoup, tout ce qu'ont rêvé ou créé d'améliorations et de progrès les meilleurs règnes de notre histoire, y compris l'Empire lui-même. Conséquence d'une révolution radicale, qui a remis le monde sur son axe, affermi la civilisation chrétienne pour des siècles, rendu à la France toutes ses supériorités, et au monde, par conséquent, toutes ses lumières, sauvé la propriété, régénéré la famille, rassuré la religion; qui a pris du passé tout ce qu'il avait d'applicable, de glorieux ou d'utile, et n'a contracté avec l'avenir d'autre engagement que le bonheur et la gloire de

la France; qui a, si l'on peut parler ainsi, réinventé l'autorité, seul et suprême besoin des sociétés modernes; l'autorité qui n'exclut pas, nous y comptons bien, la liberté, mais l'entend, par exemple, autrement qu'on ne l'a fait jusqu'ici; qui a tué les partis, non pas dans le culte saintement honorable que de nobles souvenirs laissent à de nobles cœurs, mais dans le symbole même de ces souvenirs dont la voix seule de la nation pouvait prononcer la déchéance. Révolution, ou plutôt évolution de la société sur elle-même et vers son Dieu; à quoi bon bégayer avec les raisonnements d'ici-bas l'explication de ce qui était écrit là-haut? Chacune des manifestations que nous a, depuis dix mois, envoyées la Providence, aura son historien et son commentateur. Contentons-nous de reconnaître, par nos actions de grâces, qu'elles existent, et ne les mentionnons même pas dans ces lignes qui ne veulent pas décrire, mais remercier.

Nous avons dit que les grandes situations sont logiques. Elles sont hautaines aussi, et leur voix a dans l'histoire une solennité qui fait loi quand elles se reproduisent.

Aut Cæsar, aut nihil, écrivait Charles-Quint à ses électeurs couronnés. « Empereur, ou rien. » Louis-Napoléon dit de même aujourd'hui; seulement, pour lui, ce n'est pas comme pour le César d'Allemagne, un désir et un commandement, mais une certitude complète, une affirmation définitive. Empereur, il ne peut pas ne pas l'être; ne le voulût-il plus, ce qui est absurde, il le serait toujours.

Ganganelli demandait des concessions au général des Jésuites: « Aucune, » fut-il répondu au Saint-Père: « *sint ut sunt, aut non sint.* » Etre tout ce que nous sommes, ou n'être plus. Le jésuite avait raison; toute grandeur diminuée n'est plus une grandeur. Otez l'Empire à Louis-Napoleon, il n'est plus que la risée de l'Europe et l'anathème de la France.

« L'État, c'est moi," disait Louis XIV. — « j'ordonne, ou je me tais, » a dit Napoléon. Et bien d'autres encore. Le fils d'Hortense, malgré sa douceur et sa bonté natives, n'a pas une foi moins robuste en sa mission que les grands hommes des anciens jours, et son langage personnel, dans les hautes circonstances de sa vie, a prouvé qu'il sentait son origine et avait conscience de sa destinée. Seulement, il est tant aimé par ce peuple, qu'il a gardé pour la diplomatie et qu'il n'a fait entendre qu'aux heures solennelles de la po-

litique l'expression de sa conscience sociale et le langage de son caractère providentiel. Lisez ses appels à l'armée, ses manifestes à la nation, ses réponses aux grands corps de l'Etat, ses lettres aux souverains étrangers, ses discours dans toutes les circonstances publiques, et demandez-vous si cet homme n'est pas l'incarnation vivante de l'autorité sur la terre; — l'héritier, non pas seulement de Napoléon 1er par le sang, mais de Charlemagne par la tradition, de Philippe-Auguste par le courage, de saint Louis par la religion, de Louis XII par la clémence, de Henri IV par l'amour du peuple, de Louis XIV par la grandeur, de Louis XVI par la bonté, de Louis-Philippe par le bon sens? Conservateur du passé autant que sauveur du présent et préparateur de l'avenir, il n'est pas de ceux qui conquièrent, mais de ceux qui fondent, et c'est par là surtout qu'il est un Bonaparte, et non pas par cette adoration pour la guerre, que lui ont si sottement prêtée un tas de pauvres diables, qui se croient toujours en 1810, et qu'il a eu le bon goût de chasser de ses antichambres et de ses écuries, — ce qui fait qu'ils vont criant à l'ingratitude, car le bonapartisme, comme la Restauration, a ses ultras, et plus ridicules encore; mais qu'importe? Louis-Napoléon n'a pas fait Austerlitz, le Code civil et le Concordat, mais il n'eût pas fait l'expédition d'Espagne, décrété le divorce

et emprisonné le pape. Son oncle immortel et lui sont tout entiers dans ce simple rapprochement.

Mais ceci dépasserait les limites d'une simple méditation, et notre cadre est trop étroit pour un portrait, que d'ailleurs nous avons ébauché il y a longtemps, et que l'histoire, nous sommes heureux de le dire, a justifié comme une prédiction.

A quoi bon, d'ailleurs, éclairer cette physionomie si imperturbablement rayonnante, ou raconter cette vie si sculpturalement historique? Ce qu'il est ou ce qu'il vaut importe peu maintenant à l'Empire, puisque l'Empire est fait et ne peut plus se défaire. Nous l'avons dit: ce qui a voulu, demandé et parachevé l'Empire, c'est le peuple, le peuple seul, le peuple livré à Dieu et à lui-même, et ce qui a inspiré le peuple, c'est l'amour plus que le calcul, la reconnaissance plus que le fanatisme des souvenirs, le sentiment plus que la gloire, le cœur plus que l'esprit. Et la raison de cet amour, — car rien n'est plus conséquent avec soi-même que l'affection, — c'est tout uniment l'histoire de ce qui s'est fait depuis dix mois. Cette histoire, nous l'avons lue hier dans un petit livre destiné

au peuple (1), et comme elle n'est pas longue, nous voulons la transcrire à cette place aussi. C'est un bon curé de campagne qui parle à ses paroissiens:

«Tenez, mes enfants, on n'aime véritablement en ce monde que ceux qui nous aiment bien, parce qu'il y a toujours un peu d'égoïsme au fond du dévouement même le plus prêt à tout les sacrifices. Eh bien, votre Élu et vous, je crois que vous vouz aimez de la sorte. Est-ce que vous croyez, par exemple, que les voyages qu'il entreprend à travers la France aient pour unique but de se faire voir aux populations, de recevoir les compliments des préfets et des maires, de passer des revues, d'être acclamé par l'armée, et couvert de fleurs, et porté en triomphe par les populations? Non, certes. Ce qu'il va chercher à Strasbourg comme à Marseille, à Lyon comme à Bordeaux, c'est son peuple, le vrai peuple qui l'a nommé à huit millions de suffrages, et qui l'aime, parce qu'il sait que tout ce qu'il a pu faire de bien, il l'a fait; parce qu'il se souvient que l'oncle a légué au neveu cette richesse de cœur et cette ardente affection pour le pauvre qui pèsent plus aux yeux de

(1) L'*Almanach populaire* publié par Pillet fils.

Dieu que toutes les victoires de l'ambition, que toutes les conquêtes du génie.»

Et, là-dessus, notre bon curé, tirant un journal de sa poche, nous lut le récit de ce qui venait de se passer à Saint-Etienne et à Lyon, puis, quand nous fûmes remis un peu de l'émotion qui, malgré nous, nous avait gagnés à cette lecture, il reprit:

« Vollà la bonne, la vraie politique, celle du peuple, celle de l'Évangile; car, après la parole de Dieu pardonnant aux pécheurs qui se repondent, je connais peu de choses aussi belles que cette devise tracée par les pauvres mineurs de Saint-Etienne sur un arc de triomphe construit avec le charbon qu'ils extraient au péril de leurs jours:

« Salut, César, Empereur!» Empereur ou Président, croyez bien que c'était tout un pour eux; la souveraine puissance, c'est la souveraine bonté, voyez-vous, et ils n'employaient ainsi la plus haute expession du pouvoir humain que pour prouver à tous qu'ils ne connaissaient rien de plus grand, de plus auguste et de plus digne des appellations les plus élevées, que cette sollicitude qui le conduit au milieu d'eux pour s'informer de leurs besoins, connaître leurs misères, se mettre en contact avec leur vie quotidienne, s'éclairer enfin pour les consoler, les améliorer et les soulager un jour.. Et rappelez-vous ce qu'étaient, il y a seulement un an

ces mêmes hommes, ce qu'étaient leurs voisins, les ouvriers en soie de Lyon, qui, à l'heure qu'il est, lui baisent les mains, le serrent à l'étouffer, accourent par milliers au devant de cet homme, qui descend de cheval à leur rencontre, s'avance seul au milieu d'eux et les voit tomber à genoux devant lui, comme tombaient, il y a quarante ans, aux genoux de son oncle, les soldats qu'on envoyait pour l'arrêter aux portes de Grenoble. Rappelez-vous de quelles fièvres, de quels excès de tout genre, de quelles calamités et de quelles hontes le socialisme avait infecté ces populations de travailleurs, livrées, comme des troupeaux de bêtes immondes, à l'ambition insensée ou aux implacables passions de cinq ou six empoisonneurs de consciences. C'étaient des rouges, disait-on, et avec raison peut-être; car le sang qui n'avait pas encore souillé leurs mains ne répugnait déjà plus à leurs scrupules. Et au Prince lui-même, ses amis les plus chers disaient; «N'allez pas, «Monseigneur, n'allez pas à Saint-Etienne, n'allez «pas à Clamecy, n'allez pas à Lyon; ce sont des «socialistes, ce sont des assassins, ce sont des «rouges.»

«Erreur, ou plutôt illusion. On a toute force, quand on a toute foi, mes amis; c'est Dieu lui-même qui a dit cela. Louis-Napoléon n'a de confiance en lui-même que parce qu'il a mis toute sa

foi en Dieu qui l'a suscité. Et il est allé où on lui disait: «N'approchez pas.» Et il a ouvert ses deux bras là où on lui disait: «Cuirassez votre «poitrine.» Et il a vu ses pieds et ses mains baignés de larmes, et son apparition saluée par des chants d'allégresse, là où on lui disait; «Ils vont «vous égorger, ce sont des *rouges.*»

«Faut-il que je vous dise pourquoi? Faut-il que je vous explique comment, dans ces localités où, il y a deux mois à peine, la guerre civile avait déchaîné le pillage, le meurtre, le viol et l'incendie, et la politique révolutionnaire revêtu toutes les formes du crime et de l'avilissement humain, il se fait aujourd'hui que tant d'amour éclate, que tant de glorifications accueillent le sauveur de la France, que tant de prières montent au ciel pour lui?

«Mais, vous le savez aussi bien que moi, le peuple a ses souvenirs comme il a ses faiblesses. Si, dans un moment d'égarement ou de colère, des meneurs peuvent le pousser aux abîmes, avec combien plus de facilité un grand homme peut, avec un peu de bienfaits et de justice, le ramener dans sa voie native de travail, d'ordre et surtout d'affection! Eh bien! comptez avec moi, si vous le pouvez, ce que, depuis la transformation accomplie le 2 décembre, Louis-Napoléon fait pour le peuple, pour vous, pour nous tous.

« Il n'a pas été seulement, comme on le disait tout à l'heure, un grand politique. Ne mêlons pas les choses profanes aux choses saintes, et n'appelons pas d'un nom vulgaire les inspirations les plus sublimes du cœur et de l'intelligence. Quand il rendait au culte catholique l'église Sainte-Geneviève, dont on avait fait je ne sais quel monument révolutionnaire et païen, et prouvait en quelque sorte qu'il était digne de relever le temple consacré à la Sainte qui avait sauvé Paris des barbares, comme il a sauvé la France de l'anarchie et de l'athéisme; quand il supprimait les bagnes, afin de ne pas ôter au repentir sa dernière chance de salut, et leur substituait une expiration fondée sur le travail et l'éducation; quand il faisait disparaître la fosse commune de nos cimetières, afin que la famille du pauvre eût aussi sa place pour venir pleurer et prier sur les dépouilles de ceux qu'elle a aimés; quand il instituait les aumôniers des dernières prières, pour que l'indigent ne fût pas déshérité des secours suprêmes de l'Église; quand il rendait l'enseignement religieux obligatoire dans les colléges et les écoles; quand il fondait des asiles pour la vieillesse; quand il appliquait toutes les forces et toutes les ressources de son gouvernement à doter, à encourager et à enrichir ces milliers d'institutions bienfaisantes qui ne sont que la réglementation, par la loi humaine, de

la charité commandée et enseignée par la loi divine : — caisses de retraites, de secours, d'épargnes, de prévoyance; — quand il ouvrait aux vieux soldats, aux ouvriers invalides, aux orphelins, aux infirmes, aux indigents de toute espèce, des asiles qui sont des palais, et des hôpitaux qui sont des sanctuaires, croyez-vous que la politique ait eu beaucoup de part à ces munificences inépuisables? Sans doute, faire le bien est la meilleure des politiques; mais en aimant les hommes, on fait mieux que de les gouverner, et si la politique seule avait part aux décisions de cette grande volonté, auriez-vous vu tant de repentirs absous, tant de coupables pardonnés, tant de criminels amnistiés par cette clémence que la politique trouve dangereuse, mais que la religion proclame bénie et nécessaire? « Il y a, disaient ses amis eux-mêmes, « imprudence à mettre en liberté tant d'ennemis « de votre nom et de votre gouvernement. » C'est la politique qui parlait ainsi. — « Qu'importe, « répondait-il, il y a des mères qui pleurent, il « y a des enfants et des femmes qui redemandent « leurs pères et leurs maris. » Et les prisons se sont ouvertes, et l'exil a rendu ses proscrits, et douze cents familles ont crié gloire et merci! »

Et peu à peu le bon curé, passant en revue tout ce qui s'est fait depuis tantôt un an, récapitula rapidement cette histoire, dont chaque page

est une amélioration et chaque date un bienfait, et il nous faisait voir l'agriculture encouragée, le crédit foncier lui redonnant une vie nouvelle, les terres incultes défrichées sous l'œil même et avec la participation directe du Prince, les travaux de toute espèce redonnant la vie à des myriades d'ouvriers, l'assistance judiciaire organisée, la salubrité publique étudiée, régénérée; l'alimentation du peuple, ses logements, son hygiène devenant l'objet des plus chères préoccupations du gouvernement; les impôts s'adoucissant graduellement, la réduction probable du contingent de l'armée rendant à l'industrie et aux champs les bras qui leur manquaient encore, les communications multipliées à l'infini, le commerce ravivé, toutes les branches de la prospérité publique s'animant aux mille sources de la richesse nationale fécondée et garantie; et à mesure qu'il parlait, nous voyons se peindre la conviction sur toutes les figures épanouies, les yeux se mouillier, les mains se serrer de joie. Guillaume, notre adjoint, se fit l'interprète de tous.

— « Vous êtes un digne homme, monsieur le curé, fit-il en lui frappant sur l'épaule; foi de Guillaume, je ne veux pas d'autre politique que la vôtre, et je ne lirai plus mon journal. »

— « Ce serait un excès, dit le curé. Lisez votre journal, Guillaume, car vous l'avez toujours lu

honnêtement. Il n'y a plus de dangers, d'ailleurs, de ce côté-là. Louis-Napoléon, qui a amélioré tant de choses, s'est aussi quelque peu occupé des journaux, et depuis qu'il y a touché, ils ne font plus de mal. »

. . . . . .

D'où il résulte, pour parler comme ce bon curé, notre ami, que nous n'avons pas à trouver d'autres raisons à l'Empire; c'est l'affaire des journaux et non la nôtre. C'est à la république, maintenant, à chercher, s'il lui reste assez de souffle pour cela, ses raisons de ne plus être. Mais qu'elle se hâte; demain elle sera morte, après-demain disparue, dans trois jours oubliée. Nous prions nos lecteurs de croire que nous nous adressons aux républicains honnêtes, qui ne sont pas encore convertis à l'Empire, mais qui s'y convertiront, en vertu de ce que nous entendions dire un jour au plus spirituel des hommes du monde et au premier de nos administrateurs, M. Romieu: « Il n'y « a de vrais bonapartistes que les bons républi- « cains. » Quand l'illustre directeur des Beaux-Arts émettait cette pensée profonde, l'excellent

M. Chapuys de Montlaville n'était pas encore préfet de Toulouse, et M. de Cormenin, auteur de la Constitution de 1848, n'était pas encore entré au Conseil d'État pour y rédiger peut-être la Constitution de l'Empire. Mais quelle confirmation que cet exemple, et bien d'autres encore dont on ne parle pas!

Je dirais volontiers de la république ce qu'un ministre de Louis-Philippe disait (mais il avait trop d'esprit pour le penser, lui) du gouvernement de la Restauration: «qu'il lui donnait mal au cœur. «Qu'inspire-t-elle, en effet, que peut-elle inspirer autre chose aux esprits sérieux et aux tempéraments délicats, — les seules catégories qui comprennent des hommes politiques, — qu'un dégoût aussi immense qu'indescriptible? Féroce et sanglante en 93, lâche et malpropre en 1848 voilà les deux grands aspects de son histoire et les deux conditions primordiales de sa vitalité. Cimentée de chair humaine par les terroristes, ou bâtie de boue par les barricadeurs, elle n'a pu s'imposer à la France qu'aux heures où la France avait perdu toute pudeur et toute force, comme ces libertins hideux qui déshonorent les femmes à l'aide de breuvages. Il n'y a pas à la discuter de bonne foi, elle n'en vaut ni l'honneur, ni la peine. Il ne faut pour la juger, ou plutôt, comme disait Royer-Collard de Robespierre, pour l'exécuter,

que la regarder en face, et si on a ce courage, on aura bien vite celui d'en finir avec elle. Milton l'a peinte sous les traits de ce Péché né de l'accouplement de Satan avec la Mort, incestueux avec sa mère en venant au monde, et horrible à son père lui-même. Elle est violente, elle est impie, elle est cynique, parce qu'elle a trois peurs qui composent toute son organisation, peur de la justice, peur de la vérité, peur de l'honneur. Tout ce qui aime, tout ce qui croit, tout ce qui respecte est sa condamnation vivante; c'est pourquoi elle tue les génies, persécute les prêtres et proscrit les aristocraties. Son niveau, comme ses partisans l'appellent, fait de l'égalité, non pas à la manière du Christ, en élevant ce qui s'abaisse, mais en décapitant ce qui s'élève. Qu'a-t-elle produit? Rien. Qu'a-t-elle détruit? Tout. Pas une idée, pas un grand homme, pas une réalité palpable, pas une ombre vague n'a survécu à son passage, ou attesté son intelligence chez les peuples à qui le châtiment céleste l'a quelquefois infligée. Elle est le choléra de l'histoire, comme le pouvoir en est la salubrité. Tuer, renverser, insulter..... et trembler, n'est-elle pas là tout entière. Qui oserait nous démentir, — car nous ne parlons, bien entendu, ni des républiques anciennes, ni de celles du moyen-âge, à qui 93 et 48 ressemblent à peu près autant que les septembriseurs de Danton ressemblent aux Romains de

Camille, et les montagnards de Caussidière aux patriciens de Venise et de Florence.

Il y a eu cependant, il y a encore des républicains de théorie, de nobles âmes, de grands esprits que ce mot fatal n'épouvante ni ne consterne, d'illustres vies que ce culte n'a pas déshonorées, des cœurs qui battent, non pas aux noms odieux ou ridicules de Brutus, de Rienzi, de Saint-Just — (de ceux-là, il n'y en a plus en France), — mais au souvenir universellement vénérable de Caton, de Hampden, de Washington, de Franklin et de quelques autres. Hé bien, c'est chez ceux-là que la république actuelle trouvera ses juges les plus sévères, et l'Empire ses adhérents les plus convaincus. Quel est le républicain sincère que la république n'ait pas tué quand il l'a servie, n'ait pas désabusé quand elle l'a laissé vivre? Je ne parle pas de ces bandes de Girondins et de Montagnards, depuis Vergniaud jusqu'à Robespierre, dont la mort a plutôt été une mesure d'hygiène appliquée à des bêtes féroces qu'un acte politique frappant des créatures humaines; mais Bailly, mais Barnave, mais Custins, mais Condorcet, mais Chénier, c'étaient des républicains ceux-là. Qu'a

fait février de Lamartine et de Cavaignac? La plume tombe des mains à l'écrire.

Pourquoi le nom de républicain est-il l'horreur et l'effroi de l'Europe? La majesté même de l'exil s'est changée pour une foule d'hommes en abjection et en risée, quand ces hommes ont persisté à se dire républicains. La Belgique si hospitalière, l'Angleterre si prompte à nous nuire et à accueillir ce qu'elle espère un jour lancer sur nous, la Suisse qui se croit une Sparte parce qu'elle est mi-peuplée d'ilotes, les États-Unis, ce pays de républicains à esclaves, proportionnent le mépris de leur accueil au plus ou moins de démocratie dont se parent les proscrits que leur envoie l'Europe amie de l'autorité. Quand, aprés le coup d'État de Décembre, les nécessités de la politique firent éloigner de France une foule d'individualités illustres à divers titres, Londres et Bruxelles distinguèrent bien vite les monarchiques des démagogues. MM. Thiers, de Rémusat et leurs amis (rentrés aujourd'hui) n'ont rencontré sur leur passage que sympathie et bienveillance; les généraux Lamoricière, Changarnier, Bedeau, — chapeau bas quand nous prononçons ces noms que nous avons trop attaqués quand ils signifiaient quelque chose, pour ne pas saluer et plaindre de vaillants soldats exilés et vaincus, — ont vu les armes étrangères s'incliner à leur aspect et les puissances se disputer

l'honneur de leur donner un asile. Au contraire, tout ce qui avait une notoriété républicaine, trouva tout au plus la pitié qu'on ne refuse pas aux coupables ordinaires. Défiances, rebuts de toute sorte, surveillance incessante, renvois de villes en villes, il semblait que le sceau de leur opinion réprouvée les eût marqués au front comme Caïn. Pauvre démocratie! Voilà les enseignements de l'histoire.

Voici maintenant la justice de Dieu:

Il y avait en France un homme dont le nom était le synonyme même du génie et de la gloire, que la poésie et l'éloquence avaient prédestiné à l'égal de Lamartine, qui avait donné une nouvelle langue à la littérature de son pays et conquis une si large place dans la civilisation intellectuelle qu'il avait pu, dans notre France de foi religieuse, d'inspirations idéales et de goût épuré, créer une école pour la réhabilitation de l'impiété, le culte de la matière et la glorification du faux et du laid. A seize ans, cet homme était déjà un grand poëte. Les Bourbons l'avaient enrichi, Louis-Philippe l'avait fait pair de France, Louis-Napoléon faillit le faire ministre. Tout ce qui lit savait par cœur ses ouvrages, tout ce qui pense était plein de sa pensée; une génération tout entière d'écrivains se faisait gloire d'être née de son souffle et l'adore encore comme un faux dieu. Et le génie de cet homme était si grand, et la séduction de ses erreurs si

profonde, qu'on lui avait pardonné des chutes à rendre tout autre nom exécrable, — scandales privés, ingratitudes monstrueuses, vices babyloniens, orgueil d'ange déchu, lâchetés de cœur, crimes de plume et de parole, tout, jusqu'à la splendeur de ses apostasies. Un froissement de sa vanité de tigre le jeta dans l'opposition républicaine, et comme, ainsi qu'il l'a dit lui-même, c'est démence de s'arrêter à un degré de l'horrible, la démagogie et le socialisme, — qui le méprisaient, autant qu'ils ont le droit de mépriser quelque chose, — saluèrent en lui leur Mirabeau et leur Tyrtée. Ce poëte qui avait chanté la famille et l'amour, ce gentilhomme aux mœurs de satrape, ce vicomte, ce pair de France, dont le despotisme intérieur allait jusqu'à imposer l'apothéose, dont le sybaritisme avait des délicatesses féroces, à qui le contact de la foule et l'approche de la médiocrité inspiraient une répulsion nerveuse et des dédains d'une fabuleuse insolence, — se fit le courtisan de la plèbe, enchanta, nouvel Orphée, les cavernes et les bêtes fauves, et quand il fut, comme son Ruy-Blas, devenu «un gaillard populaire», s'en vanta, dans les petits soupers de la Maison-d'Or, parmi des courtisanes. Au 2 décembre, il noyait sa muse dans la lie, rêvait pour son imagination blasée l'ivresse nouvelle du sang versé, et présidait aux barricades. Tout fut dit alors. Chassé de France, et non proscrit, il alla

montrer à la Belgique ce que la république peut faire d'un homme illustre et d'un génie européen. Mais depuis qu'il a vu tant de rois sans couronne, l'étranger reste indifférent devant les poëtes sans auréole. Le grand écrivain ne voulut pas d'une expiation silencieuse. Il fit un livre, comme le marquis de Sade faisait des romans; — car l'exil pour les cœurs lâches est comme le cachot pour les organisations libertines; il déprave et ne corrige pas. Nous avons lu ce volume, où ce qui n'est pas écrit avec de la boue, l'est avec du sang. Il mit six mois à l'annoncer et à le faire, — car il a le travail difficile et s'il est peu scrupuleux sur le choix du sujet, on sait qu'il cisèle artistement et péniblement la forme.

Le libelle fit horreur; c'était un chef-d'œuvre d'infamie; *Notre-Dame* et les *Feuilles d'Automne* n'avaient pas été travaillées avec plus de conscience et d'amour. — Six mois, — comprend-on cela? — six mois d'études, de retouches et de caresses, d'effets cherchés dans la fange, d'anathèmes enchâssés dans le sophisme, de mensonges chauffés au feu du style, de blasphèmes taillés comme on taille le diamant, de parjures, d'excitations, d'impiétés, d'outrages à tout ce qu'on révère, dans un langage d'une magnificence inouïe! Un travail d'athée-amateur, une mosaïque de turpitudes à faire reculer Borgia, le cynisme servant d'émail à

la trahison, une *Justine* politique dictée par Judas et écrite par l'Arétin. Oh! nous comprenons qu'un exilé se venge et crie. Qu'un soudard comme Charras ou qu'un imbécile comme Schœlcher publient, l'un une lettre d'injures grotesques, l'autre un volume de niaiseries patibulaires: cela se conçoit, se justifie et se méprise. Mais lui! mais ces trois cents pages signées d'un des plus glorieux noms de notre poésie, mais la froide et longue élucubration de ce monument de scélératesse littéraire, de barbarie morale et d'impénitence communiste.... Depuis Marat on n'avait rien lu de pareil.

Mais jamais aussi la justice d'en haut ne fut plus vengeresse et la patrie plus exemplairement vengée. La Belgique eut dégoût d'un tel hôte, et s'indigna sur son sol honnête de porter ce mauvais citoyen. L'Angleterre, ce grand refuge des gloires tombées, le repoussa par une accablante excuse de police sanitaire, et cet homme qui, au beau temps de sa vie, avait à la Chambre des Pairs et dans ses livres si magnifiquement plaidé la cause des exilés:

Oh! n'exilons personne, oh! l'exil est impie!.....

ne trouva pour reposer sa tête et cacher sa famille que les brumeuses solitudes de Jersey. Voilà la justice de Dieu, voilà la leçon finale des républicains, voilà les fruits et la morale de la république.

Et qu'on ne nous accuse pas d'attaquer un proscrit incapable de répondre; celui-là a prouvé qu'il n'était pas muet. Devant le malheur, même mérité, qui insulte est un misérable; mais devant la jactance du vice qui se tait est un lâche.

Et c'est parce que le malheur nous est sacré que nous ne nous sentons pas le courage de parler des anciens partis monarchiques. A peine était-il permis, quand les chefs de ces partis avaient le droit de parler et d'écrire, de se livrer à une polémique où pouvaient apparaître soit le souvenir des services rendus à ce pays par le grand et bon roi Louis-Philippe et ses admirables enfants, soit le reflet de l'auréole d'infortune qui est la seule couronne de M. le comte de Chambord. Mais aujourd'hui, qu'est-ce que l'orléanisme ou la légitimité ? A peine un peu de cendre éteinte. Qu'est-ce aussi que cette abstraction hyper-idéale, se rêve qui se prit un jour pour l'ombre d'un parti et qu'on appelait la fusion, espèce d'utopie hermaphrodite caressée par trois ou quatre rêveurs plus innocents qu'ignorants, plus bergers que diplomates, à qui il parut pastoral de prêcher la réconciliation entre 1814 et 1830, entre la charte octroyée et la charte

bâclée, entre la révolution et l'hérédité, les barricades et le droit divin, le tiers-parti et la féodalité, la Sainte-Ampoule et Voltaire ? Cela n'a pas même vécu, et Molière avait deviné ces braves gens quand il peignait Covielle se vantant de marier le Grand-Turc avec la république de Venise. Paix aux morts !

Qui sait, d'ailleurs, si les portes de la patrie ne s'ouvriront pas un jour à tous les exilés? Louis Napoléon seul pouvait être assez fort pour effacer cette dernière trace de nos révolutions, et de même qu'il a pu, sans compromettre le caractère de MM. de Larochejaquelein et de Pastoret, faire de l'un un président de conseil-général, et de l'autre un président de comités historiques, — tous deux en attendant mieux, — qu'y aurait-il d'étonnant à ce que M. Guizot fût un jour son ministre, M. Berryer son garde-des-sceaux, et M. Thiers son ambassadeur à Londres? Ceci n'est point un paradoxe, mais un pressentiment.

Il n'y a plus de partis, il n'y a plus de drapeaux, il n'y a plus d'opposition; il y a une nation qui est la France, un droit que s'appelle l'Empire, une croyance qui a trente-cinq millions de fidèles. L'Empire n'est pas même une transformation, mais une continuation. Où il y aurait changement, ce serait si la république était conservée; et ce changement, l'imagination la plus audacieuse

s'épouvanterait à le prévoir. Est-ce que depuis le coup d'Etat, Louis-Napoléon ne règne pas dans toute l'acception du mot? Est-ce que depuis le coup d'Etat quelqu'un s'est avisé de prendre la France pour une république? — Mais il y aurait niaiserie ou blasphème à insister là-dessus.

Si après la journée du 16 octobre, quelqu'un pouvant douter de l'Empire, c'est qu'il n'y aurait plus, comme l'a dit M. Victor Hugo lui-même, « de Dieu au ciel et de France sur la terre. » Cet apothéotique voyage n'était pas; comme on l'a dit, la préparation du nouveau régime, mais sa promulgation. C'était le souverain, élu, consenti, reconnu, qui se montrait à son peuple. et ce peuple n'avait qu'une parole : « Salut, César! Salut, notre Empereur! » Il y a eu des localités où le simple cri de « Vive Napoléon! » a été considéré comme séditieux. Sur une étendue de deux mille kilomètres, du fond de vingt millions de poitrines, pendant trente-trois fois vingt-quatre heures, ce Credo national n'a cessé de monter à Dieu comme un hymne et de s'étendre sur le monde comme

une bénédiction. Les pierres elles mêmes l'eussent crié, à défaut de voix humaines.

Et pour que tout fût miraculeux dans cette Genèse, c'est Paris qui a chanté le Gloria final du cantique impérial, Paris qui a accepté avec reconnaissance la seule révolution qu'il n'ait pas faite (et qui pour cela sera la dernière); Paris, le grand insurgé de 1848 et de 1830; Paris qui, disait-on, ne voulait pas du coup d'État, et qui, dira-t-on avec plus de justice, ne veut plus que ce que veut la France; Paris qui, découronné par les provinces de ses faux rayons de libéralisme, n'en sera que mieux la tête de la civilisation, et consacrera son intelligence à remercier et à instruire ces «paysans» qui lui ont appris une vérité dont il ne se doutait guère: qu'il n'y a rien de moins démocratique que le suffrage universel, de moins républicain que le peuple, et de plus populaire que le pouvoir.

Aussi, quelle réception et quelle fête! Et comme la Ville immortelle, en improvisant en trois jours plus de merveilles que Bordeaux, Marseille, Lyon et Toulouse n'en avaient pu créer en un mois, en luttant avec ses cadettes d'allégresse, d'amour et d'enthousiasme, a montré que si Paris ne donnait plus de leçons politiques au pouvoir, personne, en fait de génie, de magnificence, de bon goût et de bon cœur, ne donnait de leçons à Paris!

Vienne donc maintenant le sénatus-consulte,

Paris a sa réponse toute prête, et nous savons comment il accomplira la dernière épreuve du suffrage universel. Sachant que sa capitale était friande de programmes, le futur Empereur avait pris soin de lui envoyer de Bordeaux le programme des nouvelles destinées de l'Europe:

. . . . . .

« Jamais peuple n'a témoigné d'une manière plus directe, plus spontanée, plus unanime, la volonté de s'affranchir des préoccupations de l'avenir, en consolidant dans la même main un pouvoir qui lui est sympathique. C'est qu'il connaît à cette heure et les trompeuses espérances dont on le berçait et les dangers dont il était menacé. Il sait qu'en 1852 la société courait à sa perte, parce que chaque parti se consolait d'avance du naufrage général par l'espoir de planter son drapeau sur les débris qui pourraient surnager. Il me sait gré d'avoir sauvé le vaisseau en arborant seulement le drapeau de la France.

. . . . . .

. . . . . .

« Par esprit de défiance, certaines personnes se disent: l'Empire, c'est la guerre. Moi, je dis,

l'Empire, c'est la paix. C'est la paix, car la France la désire, et lorsque la France est satisfaite, le monde est tranquille.

«La gloire se lègue bien à titre d'héritage, mais non la guerre. Est-ce que les princes qui s'honoraient justement d'être les petits-fils de Louis XIV, ont recommencé ses luttes? La guerre ne se fait pas par plaisir ; elle se fait par nécessité, et, à ces époques de transitions où partout à côté de tant d'éléments de prospérité germent tant de causes de mort, on peu dire avec vérité: Malheur à celui qui, le premier, donnerait en Europe le signal d'une collision, dont les conséquences seraient incalculables!

«J'en conviens cependant, j'ai, comme l'Empereur, bien des conquêtes à faire. Je veux, comme lui, conquérir à la conciliation les partis dissidents et ramener dans le courant du grand fleuve populaire les dérivations hostiles qui vont se perdre sans profit pour personne.

«Je veux conquérir à la religion, à la morale, à l'aisance, cette partie encore si nombreuse de la population qui, au millieu d'un pays de foi et de croyance, connaît à peine les préceptes du Christ, qui, au sein de la terre la plus fertile du monde, peut à peine jouir de ses produits de première nécessité.

«Nous avons d'immenses territoires incultes à

défricher, des routes à ouvrir, des ports à creuser, des rivières à rendre navigables, des canaux à terminer, notre réseau de chemins de fer à compléter. Nous avons, en face de Marseille, un vaste royaume à assimiler à la France. Nous avons tous nos grands ports de l'Ouest à rapprocher du continent américain par la rapidité de ces communications qui nous manquent encore. Nous avons partout, enfin, des ruines à relever, de faux dieux à abattre, des vérités à faire triompher.

« Voilà comment je comprends l'Empire, si l'Empire doit se rétablir. Telles sont les conquêtes que je médite, et vous tous qui m'entourez, qui voulez comme moi le bien de notre patrie, vous êtes mes soldats ! »

Les grandes pensées viennent du cœur, — a dit Vauvenargues, comme l'orateur latin avait dit : « C'est le cœur qui fait l'éloquence, » et l'Evangile : « La bouche parle de l'abondance du cœur. » Ce programme incomparable, où respirent le génie d'un fondateur, la prévoyance d'un sage et la mansuétude d'un chrétien, n'a pas besoin de commentaires. Voilà bientôt un an qu'il était en cours d'exécution, et nous finissons à peine de le transcrire que déjà la presse de toute l'Europe déclare que Bordeaux, — noble et cher berceau de notre enfance, deux fois béni par notre âge mûr ! —

témoignera devant l'histoire qu'elle a, la première, salué l'Empire et l'Empereur. Nous disions tout à l'heure: « Vienne le sénatus-consulte. » A quoi bon? Le Sénat est prêt, comme le peuple, comme l'armée, comme le clergé, comme la magistrature, comme l'administration, comme tout le monde. Et l'Europe aussi est prête comme la France. On n'attend plus que le Pape, et le Pape viendra. Au moment où nous écrivons, *le Moniteur* annonce que Louis-Napoléon vient de rendre la liberté à Abd-el-Kader; témoignage de force et de foi que lui seul pouvait se permettre, sublime et habile réponse aux calomnies de la presse anglaise que cette délivrance d'un souverain prisonnier accomplie par le neveu du martyr de Sainte-Hélène.

Au sacre, maintenant! L'héritier de César et de sa fortune est aussi le continuateur de sa mission et de sa gloire. Sa légitimité est la plus directe, la plus fondée, la plus authentique, la plus reconnue de l'univers politique; mais ne fût-elle qu'une usurpation, Dieu lui-même la consacrerait encore, parce que la France, dans la plénitude de sa liberté et dans l'unanimité de ses désirs, l'a voulue, l'a proclamée, l'a reçue, l'a bénie. C'est le chant de Virgile qui se réalise, avec la netteté de la prose et la réalité du fait matériel:

Magnus ab integro sæclorum nascitur ordo,
Jam redit et Virgo, redeunt Saturnia regna;
Jam nova Progenies cœlo demittitur alto.

Une nouvelle succession de siècles, l'âge d'or, une descendance marquée au sceau divin et conduite par la Providence de la France, — le poète d'Auguste pourrait chanter Louis-Napoléon.

Et si la voix perdue d'un pauvre écrivain peut se mêler au concert de l'extase universelle, qu'on nous permette de répéter à la fin de ces pages, ce que nous écrivions, en janvier dernier, à la fin d'un livre qui fut l'humble premier chapitre de cette épopée dont nous saluons aujourd'hui le dénouement. Notre *Histoire du Deux Décembre* racontait le *Te Deum* du 1er janvier à Notre-Dame et prédisait le nouveau règne en ces lignes, qui prouveront, du moins, que nous n'avons pas attendu, pour confesser l'Empire, que l'Empire fût consommé :

«Dieu est au bout de tout. Cette consécration dont le calme et sténographique compte-rendu a toute l'éloquence de la poésie et de l'histoire, ce *Te Deum*, cette cathédrale où fut couronné l'Empereur et où vient d'être proclamé Louis-Napoléon, cette bénédiction du sacerdoce et de l'autorité éternelle succédant à l'acclamation du peuple et la prenant en quelque sorte dans ses mains pour l'offrir à Dieu qui l'accepte et la sanctifie; cette nation, personnifiée dans ses illustrations de toute sorte, venant sceller sur l'autel, en face de toutes les majestés du culte et dans l'appareil le plus

solennel, le pacte d'hommage, de gratitude, d'amour et de fidélité par lequel elle s'est librement, spontanément et unanimement identifiée à l'Homme qui l'a sauvée; ces cris, cette joie, ces espérances, cette foi universelle de huit millions de volontés réfléchies s'incarnant et se concentrant sur la tête de cet oint du peuple et de cet élu du Seigneur; ce SACRE, en un mot, — disons ce mot, car toute la France le répète à cette heure, — n'est pas seulement le dénouement bienheureux de nos désastres et l'attestation immortelle que l'abîme des révolutions est à jamais fermé.

«Il y a plus que cela dans l'inauguration splendide du nouvel ordre de choses. Il y a l'enseignement pour tous, pour le pays qui vient de se donner un Maître, aussi bien que pour ce Maître revêtu du plus légitime et du plus large des pouvoirs humains, le pouvoir conféré par le choix universel et confirmé par l'universelle affection. Jamais la Providence ne fit plus pour un peuple et pour un homme, mais jamais elle n'imposa plus d'obligations et ne dicta plus d'avertissements à tous deux, obligations inexorables qu'il y aurait crime et honte à ne pas remplir, avertissements suprêmes qu'elle ne répéterait pas une seconde fois.

. . . . . .

«L'ancienne maxime constitutionnelle: «La

«liberté est le droit de faire tout ce qui ne nuit «pas à autrui,» n'était que l'étroite formule de l'égoïsme ; à cet axiôme de l'incrédulité libérale substituons la grande et fraternelle loi du Christianisme : «La liberté n'est que le droit de bien «faire.» Que l'utile et le juste soient seuls permis; la perfectibilité humaine n'a que ce point de départ et cette règle. La France entre dans l'ère de l'autorité, du respect, du travail et de l'intelligence; ce cadre auguste comporte déjà plus de libertés que l'état actuel des esprits n'en peut supporter encore, plus de progrès que n'en ont jamais rêvé l'utopie la plus généreusement illusionnée et l'instinct réformateur le plus audacieux, plus de grandeur que n'en réalisèrent jamais les gouvernements les plus forts et les mieux intentionnés. Paix aux hommes de bonne volonté, a dit l'Évangile; soyons ces hommes, et nous aurons cette paix. Que le passé soit honoré dans ce qu'il eut de bon et de noble, que les regrets pour des traditions disparues ou des symboles chers aux cœurs qui les défendirent, ne rencontrent que sympathie et déférence; mais que ce soit toujours le passé et rien de plus.

« Les dépits ne dureront pas; les anciens partis, qui vinrent offrir au honteux gouvernement de février leurs services et leur épée, ne voudront pas se déshonorer et s'abîmer dans le ridicule en bou-

dant un gouvernement issu du suffrage universel; quant aux conspirations de salons, ce n'est plus qu'une mode d'hiver que le premier rayon de soleil va fondre. Les cœurs élevés, les esprits sérieux, les consciences honnêtes verront plus haut et plus loin. Aimer, travailler, oublier c'est la meilleure des politiques, la plus sûre des doctrines et la plus constante des opinions. A ce Peuple qui souffre, à ce Gouvernement qui s'efforce, à cette Société qui aspire, à ce Dieu qui nous voit, offrons dans la limite de nos moyens, mais dans la plénitude de notre bon vouloir, les efforts de nos recherches, l'abnégation de notre patriotisme, les travaux de nos pensées ou de nos mains, le sacrifice de nos inimitiés et de nos amours-propres. Plus on fait de bien, plus on peut et plus on veut en faire; l'homme individuellement peut paraître méchant, ingrat, impitoyable; mais la Société qui n'est, à tout prendre, qu'un principe nécessaire d'amour, de génie et d'indulgence, la Société est toujours précieuse, sainte et chérissable.

. . . . . .

« Le coup d'Etat du 2 Décembre fut nécessaire, providentiel, inévitable; bien coupables ou bien à plaindre ceux qui n'y verraient que le triomphe d'un parti ou la victoire d'un homme! Les secrets de la Providence ont une tendance plus haute et des résultats plus vastes; c'est la foi de Louis-

Napoléon, et ce sera l'inspiration des hommes qui aideront ce Souverain populaire à accomplir sa destinée, à donner au peuple ces améliorations et ce bien-être moral et physique, indépendant de toutes les formes gouvernementales, qui ne s'acquièrent qu'au prix du travail, des mœurs et de l'éducation: à fonder une société civile simple, forte, morale, chrétienne, où toute chose et tout être auront leur place et leur rôle, où la force comme la pensée, l'industrie comme les arts, le commerce comme la science, l'administration comme la loi, l'État comme le citoyen, convergeront à ce but éternel et suprême de toute civilisation: réconstituer l'autorité politique sur le patron de l'autorité paternelle, la Société sur le modèle de la famille, et faire du bonheur et des vertus de chaque foyer le type unique du perfectionnement général.»

Comme détail d'événements l'histoire ne se répète pas; mais comme ensemble de moralité elle se conjecture, et c'est ce qui justifie nos pressentiments d'il y a dix mois, pressentiments qui n'étaient que la traduction de l'opinion publique. Même analogie aujourd'hui.

Louis-Napoléon, on peut le prédire, ne sera ni un conquérant parce qu'il n'y a pas de conquêtes à faire, ni un législateur parce que la civilisation

n'a plus besoin de lois mais de mœurs, ni un niveleur parce que tout le monde est à sa place. Il sera un conciliateur, le plus beau rôle qu'un grand homme ait à jouer ici-bas. Toutes les classes l'ont acclamé, parce qu'il les a sauvées toutes; toutes les classes l'aimeront, parce qu'il leur garantit à toutes ce qu'elles sont d'accord à demander désormais, la paix, l'ordre, la religion, le bien-être, la grandeur nationale, les vertus du foyer, les progrès de l'intelligence, de l'industrie et de la fortune politique. L'erreur universelle de ce pays, la cause unique peut-être de ses révolutions et de ses misères tenait à ce préjugé, aujourd'hui disparu, que les formes politiques sont absolues et qu'une révolution est une solution définitive. On comprend maintenant qu'il n'y a d'absolu en ce monde que les lois éternelles de la Société, — lesquelles n'ont rien de commun avec la politique, et que les institutions ne sont que des faits, c'est-à-dire des accidents, modifiables par leur nature même. En 89, l'idée démocratique fut chose aussi nécessaire que la dictature en 1804, que la royauté constitutionnelle en 1830, que l'Empire aujourd'hui. Seulement aucune de ses phases successives de l'humanité n'avait eu, comme l'Empire, la double consécration de l'acclamation universelle en France et de l'approbation illimitée en Europe. La garantie de sa durée est donc fixée pour nous,

et cette journée du 16 octobre, éclairée par un soleil d'Austerlitz, était bien, comme nous l'avons dit, le prélude et l'emblème de la prochaine journée de Décembre, de ce mois napoléonien qui verra le deuxième Sacre comme il a vu le premier, comme il a vu Austerlitz, le retour des cendres de l'Empereur, les deux élections de 1848 et de 1852, et le coup d'État, cette première assise de l'Empire.

FIN.

27097